Les économistes et Bercy planchent sur le plan de soutien pour la sortie du confinement

lesechos.fr/economie-france/conjoncture/les-economistes-et-bercy-planchent-sur-le-plan-de-soutien-pour-la-sortie-du-confinement-1196298

Guillaume de Calignon, *Les Echos*, 20 avril 2020

La fin du confinement est prévue pour le 11 mai . Mais le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, qui échange chaque semaine avec une vingtaine d'économistes lors d'une conférence téléphonique, planche déjà sur la sortie de crise. *« En 2008, les gouvernements ont fait une erreur de diagnostic majeure, en croyant que le choc ne serait que temporaire. A aucun moment, ils n'avaient anticipé que ce choc pouvaient avoir des conséquences durables sur le PIB potentiel »*, souligne Mathilde Lemoine, chef économiste du Groupe Edmond de Rothschild. Cette fois-ci, tout le monde a conscience que les blessures du coronavirus sur l'économie peuvent mettre plusieurs années à cicatriser.

Le gouvernement va être confronté à plusieurs défis : celui d'une demande qui pourrait être durablement inférieure à celle du monde d'avant et d'une offre qui sortira de l'hibernation économique très affaiblie.

« La peur va gonfler l'épargne de précaution et la demande sera donc durablement impactée par le coronavirus. Toute mesure de nature à rassurer les Français sur le plan sanitaire aidera l'économie puisqu'elle fonctionnera comme une relance de la demande », estime Alain Trannoy, professeur à l'école d'économie d'Aix-Marseille. Le dispositif de chômage partiel a, pour l'instant, amoindri l'effet du confinement sur les revenus des ménages mais personne ne sait quelle sera l'attitude des consommateurs.

« Dans un environnement de taux zéro, la relance par la baisse d'impôts sur les salaires peut avoir un impact récessif en incitant les gens à épargner. Il vaut mieux baisser la TVA pour relancer la consommation », considère Mathilde Lemoine. Bruno Le Maire a évoqué de son côté des mesures fiscales ciblées (vers la rénovation énergétique, l'achat de véhicules électriques, etc.), plus efficaces qu'une mesure générale alors que l'épargne sera déjà abondante.

Un plan de convalescence

Mais ce sont surtout les entreprises qui auront besoin de soutien. *« A la sortie du confinement, le choc d'offre peut se révéler dramatique. Les taux de marges des entreprises vont fortement chuter et il va falloir stabiliser le tissu productif. Il va falloir l'accompagner »*, estime Xavier Ragot, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). *« Il faut éviter les faillites et l'effet dominos sur le tissu productif »*, poursuit-il. Cela ressemblera plus *« à un plan de convalescence qu'à un plan de relance keynésien »*, résume-t-il et *« cela coûtera très cher »*.

La voie la plus logique serait d'apporter des aides par secteur. Les annulations de charges fiscales et sociales sont à prévoir et peut-être même de loyers et de factures d'électricité. *« Dans les secteurs sinistrés, comme le tourisme et la restauration, il va falloir prendre des mesures énergiques. Cela pourrait passer par l'annulation de tout impôt de production pendant un an. L'Etat devrait alors prendre en charge ces montants et les verser aux collectivités locales pour les impôts qui les concernent pour éviter que leurs finances soient exsangues, ce qui risquerait de peser sur l'investissement public au moment où il serait préférable de le relancer »*, considère Alain Trannoy.

Dans le « JDD », François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, reste prudent. Pour lui, il est possible *« d'imaginer des apports en quasi-fonds propres »* de l'Etat pour soutenir des entreprises. Mais, ajoute-t-il, *« il faudra être pragmatique et sélectif car il s'agit d'argent public »*. L'Etat français ne pourra pas tout . Le problème, c'est que les Allemands ont eux, prévu des sommes beaucoup plus importantes pour soutenir leur tissu productif, ce qui pourrait avantager leur industrie.

L'heure des choix va bientôt sonner

A plus long terme, d'autres idées émergent pour soutenir l'investissement. *« La zone euro en général et la France en particulier sont entrées dans cette crise avec une décennie de sous-investissements. Résultat, aujourd'hui, le capital est vieillissant et son taux de rendement est faible. La mise en place d'un dispositif d'amortissement accéléré des investissements permettrait de moderniser le capital, d'accompagner la reprise et les créations d'emplois »*, juge Mathilde Lemoine.

Mais, malgré le *« quoi qu'il en coûte »* d'Emmanuel Macron, il va bien falloir faire des choix dans les dispositifs de soutien à l'activité. Le gouvernement devra vite trancher.